



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AUTOROUTE A12

MODERNISATION DU TUNNEL DE FONTENAY- LE-FLEURY

Dossier de Consultation des Entreprises

Mission de conception, réalisation, suivi et analyse d'essais incendie dans le tunnel de Fontenay-le-Fleury

00 – Règlement de la Consultation (RC)

conducteur d'opération

Direction des Routes Ile-de-France

Service du Trafic et des Tunnels

Département de l'Ingénierie et de la Modernisation des Équipements et Tunnels

15-17 rue Olof Palme

94046 CRÉTEIL CEDEX

Pièce numéro **00**

Référence

Mis à jour
26/01/2023

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et
des transports
Direction des Routes d'Île-de-France

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de
l'aménagement et des transports d'Île-de-France

Objet de la consultation

Mission de conception, réalisation, suivi et analyse d'essais incendie dans le tunnel de
Fontenay-le-Fleury

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 21/02/2023 à 12h

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION -DISPOSITIONS GENERALES	6
1-1. Contexte de la prestation :.....	6
1-2. Objet de la prestation :.....	6
1-3. Lieux d'exécution de la prestation :.....	6
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
2-1. Définition de la procédure.....	6
2-2. Décomposition du marché.....	6
2-3. Nature de l'attributaire.....	6
2.4 Variantes.....	7
2-5. Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises.....	7
2-6. Délai de validité des offres.....	7
2-7. Délais d'exécution.....	7
ARTICLE 3. PRÉSENTATION DES OFFRES.....	7
3-1. Documents fournis aux candidats.....	8
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	8
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	10
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	11
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
4-2-1. Appréciation du critère prix.....	12
4-2-2. Appréciation de la valeur technique.....	12
4-2-3. Appréciation de la note globale.....	13
4-3. Phase de négociation.....	13
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	14
5-1. Dispositions générales.....	14
5-2. Modalités de remise de l'Offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	15
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	17
ARTICLE 7. DEVOIR DE CONSEIL.....	17

ARTICLE 8. PROCÉDURES DE RECOURS.....	17
---------------------------------------	----

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Contexte de la prestation :

Ces prestations s'inscrivent dans le cadre du programme de modernisation des 22 tunnels de plus de 300 mètres gérés par la DiRIF sur le réseau national non concédé d'Île-de-France. La nature des travaux répond aux dispositions de la circulaire interministérielle n°2000-63 relative à la sécurité dans les tunnels du réseau routier national.

1-2. Objet de la prestation :

Le présent marché a pour objet une mission de conception, réalisation, suivi et analyse des essais incendie dans le tunnel de Fontenay-le-Fleury, suite aux travaux de modernisation de l'ouvrage.

1-3. Lieux d'exécution de la prestation :

Les prestations seront exécutées dans le tunnel de Fontenay-le-Fleury, situé sur l'autoroute A12 sur les communes de Fontenay-le-Fleury et Saint-Cyr-l'Ecole (78).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon une **procédure adaptée** conformément à l'article L2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique (CCP).

2-2. Décomposition du marché

Les prestations ne sont ni fractionnées en tranches ni réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires. Pour la bonne exécution du marché publics, des responsabilités et assurances afférentes à des prestations qui ne peuvent être dissociées, il est demandé à ce que le groupement soit solidaire.

Les représentants des entreprises et le mandataire du groupement, doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-5. Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois**, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

2-7. Délais d'exécution

Les règles concernant les délais d'exécution des prestations sont fixées dans l'acte d'engagement et dans le cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 3. PRÉSENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr/> – sous la référence : STT-DIMET-INC.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seuls le DC1 ou le document unique de marché européen (DUME) et l'acte d'engagement seront datés et signés par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ces documents est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document pour les offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) ;
- Le Détail Estimatif (DE) ;
- La décomposition des prix forfaitaires ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) établi par le Coordonnateur SPS.

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier, les pièces relatives à la candidature :

Situation juridique – références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- * l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A* 1).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires> ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- * L'inscription sur le registre professionnel.

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

Capacité économique et financière – références requises :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par une attestation de l'assureur ;

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
 - une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6) Si le candidat n'utilise pas le DUME :
- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Référence professionnelle et capacité technique – références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
- * les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité)
- * une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A Expérience :

La présentation d'une liste de prestations similaires exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B Capacités professionnelles :

L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;
- * Une description des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité de l'équipement technique et des moyens d'étude de son entreprise.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Dans un autre sous dossier, les pièces relatives à l'offre :

- **L'Acte d'Engagement** : cadre joint au DCE à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s) ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

- **Le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) et le détail estimatif (DE)** : cadres ci-joints à compléter, sans modification.
- **La décomposition des prix forfaitaires** : cadres ci-joints à compléter, sans modification.
- **Une notice** précisant :
 1. L'organisation, les moyens humains et matériels mis en place pour la réalisation de la prestation ;
 2. Les méthodes, procédures et qualités que le candidat proposera pour mener à bien sa mission. Il sera également précisé les contraintes et risques identifiés à ce stade par le candidat.

Le RPA se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie de la notice remise par le candidat avec son offre.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;

- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du CCP, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1^o de l'article R. 2143-13 du CCP ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures listés à l'article 3-2, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions du I des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés à l'article 3-2 ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Si le candidat demande de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs futurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir un engagement écrit original de ceux-ci de mettre leurs moyens à disposition du candidat pour l'exécution des prestations du marché. L'absence de ces documents empêchera la prise en compte des capacités techniques, professionnelles ou financières des futurs sous-traitants.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
Le prix apprécié au regard du montant indiqué dans l'acte d'engagement	60 %
La valeur technique appréciée au vu de la notice	40 %

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plateforme) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'Acte d'Engagement, ou par voie postale. Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

4-2-1. Appréciation du critère prix

Pour l'appréciation du critère prix, il sera tenu compte du montant du marché figurant dans l'Acte d'Engagement.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant, en cas de refus le candidat sera réputé avoir retiré son offre.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

Note de l'offre (entre 0 et 20) = 20 x (offre mini / offre).

4-2-2. Appréciation de la valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu de la notice citée à l'article 3-2 et noté sur 20 points répartis selon les sous critères définis ci-dessous :

- les moyens humains et matériels affectés au marché par le candidat, ainsi que l'organisation interne du candidat (10 points) ;
- les méthodes et procédures mises en place par le candidat afin d'assurer la bonne exécution des prestations. (10 points).

Afin d'attribuer une note relative à un sous-critère technique, chacun d'entre eux sera noté 0, 1, 2, 3, 4 ou 5, toute décimale étant proscrite, en s'appuyant sur une échelle de notation qui définit cinq niveaux de performance :

- La note 0 sur 5 (Appréciation : absence de données) est attribuée à une offre qui ne fournit pas d'éléments en rapport direct avec le sous-critère ;
- La note 1 sur 5 (appréciation : insuffisante) est attribuée à une offre qui présente beaucoup d'imprécisions ou de très nombreux points négatifs ou beaucoup de généralités ;
- La note 2 sur 5 (appréciation : moyenne) est attribuée à une offre qui présente des points positifs mais aussi des points négatifs importants, trop générale sans particularité ou des oublis, ou mal adaptée au chantier ;
- La note 3 sur 5 (appréciation : satisfaisante) est attribuée à une offre qui présente des particularités permettant de la distinguer sur des points positifs avec quelques points négatifs peu importants ;
- La note 4 sur 5 (appréciation : bonne) est attribuée à une offre qui répond de manière complète et satisfaisante aux attentes de la commande ;
- La note 5 sur 5 (appréciation : Exceptionnelle) est attribuée à une offre qui présente des aspects qualitatifs utiles au Maître d'Ouvrage supérieurs au niveau technique attendu.

Chacune de ces notes est ensuite ramenée à la valeur pondérée de chaque sous-critère, arrondi à 2 chiffres après la virgule.

La note de chaque candidat sur le critère technique est la somme des valeurs pondérées qu'il aura obtenues pour chaque sous-critère.

NB : si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière (cf. article 3-2 ci-dessus).

4-2-3. Appréciation de la note globale

La note globale de chaque candidat sera calculée de la manière suivante :

$$\text{Note Globale de l'offre} = 60 \% \times \text{Note Prix de l'Offre} + 40 \% \times \text{Note Valeur Technique}$$

L'ensemble des Notes Globales seront classées selon un ordre décroissant afin de permettre la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse.

4-3. Phase de négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation après la remise des offres, concernant les sujets suivants :

- **Prix** : Tout élément financier de l'offre
- **Aspects Techniques** : Tout élément de la notice technique, notamment
 - le foyer, sa composition, et sa puissance
 - Les éventuels éléments de protection mis en place
 - Les éléments d'acquisition de l'information
- **Organisation** : Circonstances et mise en place des essais.

Aussi, les 3 meilleures offres au terme d'une première analyse conforme aux critères annoncés à l'article 4-2 du présent règlement de la consultation seront invités à négocier par échange de courriels.

Si le pouvoir adjudicateur a reçu 3 offres recevables ou plus, les offres irrégulières, inacceptables, ou inappropriées au sens de l'article R2152-1 et 2 du CCP ne sont pas admises à la négociation. Elles sont éliminées.

Si le pouvoir adjudicateur a reçu un nombre d'offres recevables inférieur à 3 toutes les offres reçues sont invitées à la négociation, y compris les offres irrégulières (sauf les offres non régularisables) ou inacceptables à ce stade. Les offres inappropriées ne sont pas admises à la négociation, elles sont éliminées.

La négociation est conclue par le pouvoir adjudicateur qui communique par courriel à chaque candidat admis à négocier la date et l'heure limite pour la remise d'une nouvelle offre originale. Ces nouvelles offres originales doivent être présentées conformément aux exigences du présent règlement de la consultation. Elles sont analysées conformément à l'article 4-2 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions générales

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R2132-7 du CCP , la remise des offres se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marchespublics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics,

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R2132-11 du CCP, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par aux articles R2152-1 et 2 du CCP.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R2132-11 du CCP doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limite de remise des offres indiqués en page de garde du règlement de la consultation à l'adresse suivante :

DRIEAT IF/DiRIF//SGD/UPIMPPAC (ex pôle des marchés publics)

Bâtiment Aristote

15-17, rue Olof Palme

94046 Créteil Cedex

Offre pour : « Essais incendie dans le tunnel de Bobigny »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- 1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.**
- 2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.**
- 3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.**

5-2. Modalités de remise de l'Offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence : STT-DIMET-INC .

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé :

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tout certificat de signature qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification... ;
- le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix :

Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté sus-mentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence : STT-DIMET-INC , ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DEVOIR DE CONSEIL

Le candidat informe le maître d'ouvrage des conséquences sur son offre des textes législatifs et réglementaires qui deviendraient applicables après la publication du dossier de consultation des entreprises ou que le maître d'ouvrage aurait omis de prendre en référence.

ARTICLE 8. PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75 181 Paris cedex 04

tél. : 01 44 59 44 00

télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L.) : <http://paris.tribunal-administratif.fr>